



Association de solidarité internationale

SE NOURRIR, SE LOGER, SE CONSTRUIRE UN AVENIR

À Madagascar, au Rwanda, au Burkina Faso, au Tchad...

Sommaire

- Éditorial..... 3
- Burkina Faso
 - S'ouvrir à la diversité du monde grâce à un voyage scolaire..... 4
 - Un contexte tendu..... 4
 - La parole est aux animatrices..... 5
- Madagascar
 - Conjuguer les forces..... 6
 - Antanarivo..... 6
- Tchad
 - À Koumogo, les bénéficiaires de l'éducation nutritionnelle sont bien présents 7
 - La situation au Tchad 7
 - Comment continuer à développer les formations à la méthode Nutricartes®? 8
 - Geneviève Saux passe le relais 8
 - Faire connaître la vie des adolescents, un enjeu pour l'Afrique comme pour l'Europe 9
- Rwanda
 - Reconstruire les maisons, c'est mettre les familles en sécurité..... 10
- Prélèvement à la source.
Bon de soutien..... 11
- Éthique et domaines d'intervention de L'APPEL..... 12



Photo de couverture : © Béatrice Moriot.
« À Koumogo, au Tchad. »

D'ici et d'ailleurs...

L'APPEL EN CHIFFRES

En 2018, 798 jours ont été consacrés aux missions dans les onze pays où L'APPEL intervient. Cinquante-quatre bénévoles, dont 38 femmes et 16 hommes, ont rendu visite à nos partenaires locaux pour travailler avec eux : suivi et progression des actions, budget, évaluation des résultats, rencontre d'autres ONG... Des journées bien remplies.

L'APPEL ET LES ENFANTS DU MONDE



Vingt-deux bénévoles de L'APPEL ont pris la plume pour témoigner du parcours accompli ces cinquante dernières années, de l'humanitaire au développement. Publié à L'Harmattan en 2018, l'ouvrage est disponible en format papier et numérique. Vous pouvez le commander au siège, en joignant un chèque de 26 euros.

EL SALVADOR. NOUS AVONS BESOIN DE PARRAINS

L'APPEL parraine des enfants salvadoriens, dans des quartiers investis par les maras, des bandes ultra-violentes. Quatorze parrains... ce n'est pas suffisant : il nous en faudrait une quarantaine.

Alors que la moyenne mondiale est de 3 jeunes de moins de 19 ans assassinés pour 100.000 mineurs, ce chiffre est de 21 au Salvador, soit 7 fois plus. (Source : Save the Children. rapport 2018).

Malgré cette terrible violence, les familles luttent avec le soutien de L'APPEL, pour permettre à leurs enfants de se construire un avenir.

PÉROU



L'association partenaire de L'APPEL Qosqo Maki organise des ateliers pour les enfants d'un quartier de Cusco, lors de l'opération « vacaciones utiles ». Les familles ne sont pas oubliées : elles sont conviées à des temps d'échange, sur la nutrition par exemple.

L'APPEL PERD UN AMI



Paul Jucker est mort en décembre à l'âge de 75 ans. En 1975, il était responsable du chantier des « Orgues de Flandre », avenue de Flandre, à Paris, où se trouvent nos bureaux. C'est grâce à lui que nous bénéficions, contre un loyer modique, de ces locaux dont la disposition ne convenait pas à l'habitation, mais parfaitement à un usage associatif.

Paul nous a aussi offert son entrain, sa grande expérience professionnelle, son talent de constructeur en participant, avec son épouse Francette, aux missions pour les adductions d'eau au Vietnam.

L'assemblée générale aura lieu le vendredi 14 juin 2019 à 14h.

Maison des Associations et du Combattant, 20 rue Édouard Pailleron, 75019 Paris, Métro Bolivar / Stalingrad.

L'ordre du jour sera : • Approbation de l'ordre du jour • Rapport moral & Rapport d'activité* • Comptes 2018 & Budget 2019* • Quitus sur la gestion de l'association • Renouvellement partiel des membres du Conseil d'Administration • Questions diverses. Cette rencontre se terminera par un pot de l'amitié. (*Les documents seront à disposition du public.)



89, avenue de Flandre
Boîte n° 9001 - 75019 Paris
Tél. : 01 42 02 77 78

Site :
www.lappel.org
E-mail :
association@lappel.org

Directeur de la publication
Madeleine
Le Moullec-Schabanel
avec la collaboration de
Françoise Mekki
et Marie-Hélène Touzalin

Réalisation INTERCOM
Zone artisanale des Portes de la Forêt
14 Allée du Clos des charmes
77090 COLLÉGIEN

Commission paritaire
N° 0912 H 84899
ISSN 0398 6039



2019 : 30^e anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant

Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, cette convention énonce les droits fondamentaux des enfants et affirme notamment que, quel que ce soit l'endroit du monde où il est né, l'enfant est une personne qui a le droit d'être éduquée, soignée, protégée.

L'APPEL lutte contre la pauvreté des enfants. Ses bénévoles, tous professionnels dans leurs domaines d'intervention, travaillent au plus près des organisations, associations, populations des pays du Sud, pour qu'elles soient actrices de leur développement. Chaque année, L'APPEL mène avec ses partenaires locaux plus de quarante projets de développement au profit des enfants à travers :

- La santé : éducation nutritionnelle contre la malnutrition infantile, prévention des maladies par l'hygiène, prise en charge de la surdité, rééducation d'enfants porteurs de handicaps...
- L'éducation et les parrainages : soutien à des jardins d'enfants, à l'accueil des enfants des rues, accès à l'école, à la formation, à une éducation de qualité par le renforcement des compétences des enseignants, aide à la construction de bâtiments scolaires...
- Les conditions de vie : accès à l'eau propre par des constructions de citernes, de réseaux d'adduction, construction et réfection de maisons...

Les enfants sont au cœur des projets de développement menés par L'APPEL dans des pays se situant parmi les plus pauvres au monde, comme Madagascar, le Togo, le Burkina Faso, le Rwanda et le Tchad. Ce numéro du journal vous en relate les dernières nouvelles.

Mais... les actions de L'APPEL ne peuvent se conduire sans la générosité de nos concitoyens, de nos partenaires bailleurs. D'avance merci.

Arlette Le Nôtre
Présidente de L'APPEL

© E.S.T.



Qu'est devenu Samuel, le petit garçon qui faisait la couverture du N° de décembre 2018 ? Comment vont ses camarades de l'école des enfants sourds ?

Nous sommes retournés à Lomé en fin d'année 2018 et avons passé une semaine avec les enfants de l'école Ephphata. Tous les enfants et Samuel en particulier nous ont accueillis avec joie. Ils sont tous désireux de communiquer avec nous.

En ce qui concerne l'appareillage auditif, tous ceux qui, sourds profonds de naissance pour la plupart, sont entrés à l'école vers 6 ou 7 ans sans jamais avoir été appareillés ne pourront malheureusement pas l'être. Pour améliorer cela, nous projetons de soutenir, avec nos partenaires locaux, le dépistage plus précoce de la surdité et sa prise en charge audio-prothétique et orthophonique très régulière avant l'entrée à l'école.

En attendant, le travail sur la construction d'une vraie communication gestuelle (langue des signes) commence à porter ses fruits. La mise en place effective à la rentrée scolaire prochaine d'un service d'orthophonie va permettre d'accélérer le développement de leur langage par la prise en charge individuelle et en petits groupes. Nous avons du pain sur la planche... mais beaucoup d'énergie nous est donnée en retour par les progrès constatés sur place.



S'ouvrir à la diversité du monde grâce à un voyage scolaire.



Le grand départ est imminent.

De véritables héros pour le village

Les 14 filles et 18 garçons ont été choisis parmi les meilleurs élèves des six classes de l'école primaire et du collège. Ils quittaient leur famille et le village pour la première fois, pour quatre jours. Lors de leur départ, et surtout à leur retour, tous les parents, très fiers d'eux, les ont fêtés. Deux d'entre eux ont même pu accompagner le voyage.

« Un horizon nouveau : de la campagne à la ville, les leçons sont à tirer »*

Les élèves ont rencontré d'autres agriculteurs, comme les « producteurs de légumes au barrage de Goinré, un véritable atout pour ces jeunes qui ne connaissent que peu les plantes et fruits », mais surtout ils ont séjourné dans la quatrième ville du pays : Ouahigouya, 100.000 habitants. Des immeubles, des voitures, un hôpital, un grand lycée, un centre universitaire, un des plus grand marché du Sahel, des barrages d'irrigation pour les cultures maraîchères... un autre monde !

« Ils étaient au centre de leur propre apprentissage »

« Les participants ont découvert les objets réels tant décrits dans leurs livres d'histoire ou de géographie. »

L'équipe des maîtres a pu voir ses élèves sous un jour nouveau, ils posaient « des questions sur le système de canalisation d'eau de la ville à partir du barrage, la fourniture d'électricité, le code de la route... Des groupes ont été formés et des responsables désignés. Nous avons découvert de jeunes leaders. »



Devant la grande réserve d'eau.

Pour les élèves de l'école de Karma, au Burkina Faso, qui pour la plupart n'ont jamais quitté leur village isolé dans la brousse, quelle équipée héroïque que ces quatre jours de voyage à cinquante kilomètres de chez eux !

L'APPEL et l'école de Karma

L'école, très dégradée, a été en partie rénovée ; un nouveau bâtiment est en cours de construction. Mais une école, ce n'est pas seulement des murs, c'est une communauté d'enfants et de maîtres, de parents d'élèves, c'est un projet d'avenir. C'est pourquoi, quand les enseignants ont souhaité réaliser ce voyage, L'APPEL les a soutenus.

Jean Loireau

l'appel
Ile-de-France

* Les phrases entre guillemets et en italique sont celles du directeur de l'école, Madi Nakanabo.

UN CONTEXTE TENDU AU BURKINA FASO

Le Burkina fait face actuellement à des épisodes de violences : attaque de Mossis contre des Peuls accusés de complicité avec les terroristes, attaques de villages et d'écoles, départs d'enseignants et de juges...

L'état d'urgence est déclaré dans de nombreuses régions (Nord, Sud-Ouest). L'insécurité est au centre de toutes les discussions des Burkinabés. Cette situation amène L'APPEL à suspendre pour le moment certaines missions (à Bobo Dioulasso et Karma) mais nous continuons à soutenir nos partenaires.

La parole est aux animatrices



Les Nutricartes® renforcent la confiance des mamans en elles-mêmes.

À Ouagadougou, les douze animatrices de l'association DUNIA ont mis en œuvre la formation à la pédagogie Nutricartes® reçue en 2017. Ce sont à présent 712 femmes qui ont, grâce à elles, modifié leurs habitudes alimentaires et d'hygiène. L'équipe de formatrices de L'APPEL est revenue pour faire le point après ces deux années.

Les animatrices à l'œuvre

L'équipe de L'APPEL a assisté à deux séances, organisées chacune par deux animatrices, pour douze femmes. Le déroulement des séances est exemplaire, rappelant le but des Nutricartes® qui aident à la bonne croissance physique et cérébrale des enfants, et sollicitant la participation de toutes les femmes pour placer les cartes sur les cases et décrire le repas de la veille. Les bonnes réponses, très fréquentes, sont valorisées.

Les animatrices insistent sur la surveillance de l'enfant pendant les repas, qui sont traditionnellement pris en commun, autour d'un même plat, où chacun puise.

Que nous disent les animatrices ?

« Cela a tout changé... Dans l'hygiène, je n'étais pas dedans. Dès que j'ai reçu la formation, je me suis mise dans l'hygiène 100% »

« Avant, avec les enfants, cela n'allait pas ; dès que j'ai reçu la formation, je me suis rapprochée de mes enfants »

« Je ne crie plus sur les enfants, j'ai compris qu'il faut les écouter d'abord »

« Depuis la formation, il y beaucoup de choses qui ont changé dans ma vie : dans ma famille, avec les enfants, avec les voisins. Les voisins ont vu la propreté de la cour et j'ai pu les sensibiliser ».

Nous avons été surprises de voir l'enchantement des animatrices, les changements opérés chez elles par la formation aux

Nutricartes®, presque plus dans l'attention à l'enfant et dans l'hygiène, qu'au niveau alimentaire où elles soulignent qu'elles font des repas équilibrés avec des sommes modestes. Cela va plus vite de préparer ces repas car elles « se cassent moins la tête » en faisant leur marché.

Et leurs maris ?

À la question « qu'en pensent vos maris ? » les réponses sont unanimes. Ils sont trop contents. Ils ont constaté le changement dans les repas, dans la propreté de la cour, dans l'attitude vis-à-vis des enfants. Certains demandent la formation pour eux. Ils acceptent que l'enfant se serve de la viande en premier, ce qui n'était pas toléré antérieurement.



L'attention portée aux enfants : un point fort de la réussite de l'éducation nutritionnelle.

Et les femmes qu'elles ont formées ?

Nous avons rencontré 24 femmes qui ont bénéficié de la formation par les animatrices en 2018. Les questions sont posées à chaque femme tour à tour, en individuel, avec ou sans traductrice selon le cas. Les catégories d'aliments ne posent de problème qu'à une seule. Les femmes décrivent toutes des « repas de la veille » équilibrés.

En ce qui concerne l'hygiène, les femmes utilisent pour boire l'eau du robinet, qui est saine au Burkina, qu'elle soit disponible à la maison ou en dehors, transportée dans des bidons. Elles disent toutes avoir des toilettes à la maison, du savon et se laver les mains avant et après les repas, avant de cuisiner, après avoir été aux toilettes...

« Mon mari est content, mes voisins aussi. »
« Mon fils a demandé si j'étais bien toujours sa maman car je ne crie plus. »

« Mon mari a remarqué que je ne frappe plus les enfants, maintenant je parle avec eux, je me mets à table avec eux, j'ai téléphoné à mon fils pour lui demander pardon ».

Les changements sont conséquents dans leur vie quotidienne, au niveau alimentaire mais encore davantage au niveau de l'hygiène et de l'attitude vis-à-vis de l'enfant.

Caroline Mignot
et Odile Oberlin

l'appel
Ile-de-France



Conjuguer les forces

L'efficacité de l'aide que L'APPEL apporte aux bénéficiaires de ses actions dépend beaucoup des missions effectuées sur place : elles sont l'occasion de travailler avec notre partenaire mais aussi de nouer avec d'autres ONG des relations qui s'avèrent bénéfiques.

Avec notre partenaire, au contact des réalités

Bien sûr, une mission se prépare en France et les contacts avec le partenaire sont fréquents au cours de l'année.

Mais nos échanges soutenus, à Antananarivo, avec le docteur Vohangy, vont nous permettre d'infléchir les orientations que nous avons dégagées lors de la précédente mission. En effet notre analyse depuis la France ne permet pas de saisir toutes les réalités. Ainsi, en 2018, constatons-nous que le nombre d'enfants qui ne sortent pas complètement de la dénutrition a augmenté. L'explication en a été l'aggravation de la pauvreté puisqu'en 2017 un foyer avait 2.500 à 3.000 Ariarys (70 centimes d'euro) pour se nourrir par jour et en 2018 ce même foyer ne dispose plus que de 2.000 Ariarys (50 centimes). Notre regard extérieur permet également, lorsque nous assistons à des séances d'éducation nutritionnelle, de corriger certaines erreurs et d'analyser les résultats.

De grandes organisations internationales sont impliquées

Nous devons aussi connaître les orientations des différentes grandes organisations internationales. Comme elles peuvent un peu changer d'un pays à l'autre, il faut pouvoir se les faire confirmer sur place et prendre des décisions de participation ou non à un de leurs programmes. Ainsi, à Madagascar, la préoccupation la plus importante actuellement est la lutte contre la dénutrition majeure qui sévit dans le

sud du pays, compte tenu des conditions climatiques. L'APPEL n'a pas les moyens humains et matériels pour participer à cette lutte ; par contre les autorités françaises sur place savent que nous disposons de la méthode Nutricartes® qui peut aider à l'éducation nutritionnelle.

Coopérer avec d'autres ONG pour améliorer notre efficacité

Notre mission à Madagascar nous a permis de rencontrer les membres locaux de trois O.N.G. dont nous connaissions l'existence par des échanges en France.

La première rencontre fut l'association GRET*, une O.N.G. internationale de développement ayant des salariés à Antananarivo. Cette structure a développé la farine enrichie Koba Aïna que l'association Miray, notre partenaire, utilise dans la renutrition des enfants. Échange de bons procédés : la doctoresse Voahangy a formé à la méthode Nutricartes® des membres de cette association et continue de le faire, tandis que nous pensons pouvoir utiliser leur programme de prévention par SMS pour mieux diffuser les conseils de nutrition et d'hygiène.

Nous avons également rencontré les salariés malgaches de la Fondation Mérieux** qui ont développé une méthode intitulée « Halte aux microbes ». Nous envisageons une collaboration afin de développer notre méthode d'éducation nutritionnelle en nous appuyant sur leurs moyens de communication.

Enfin, à Antsirabé, nous avons pris contact avec l'association DEFI***, déjà rencontrée en France. Elle aide les instituteurs à s'imprégner des principes de la méthode d'enseignement « La main à la pâte**** ». L'outil Nutricartes® peut facilement s'intégrer dans cette démarche. Un projet commun entre DEFI, notre équipe Nutricartes® et notre antenne de Grenoble est en cours d'élaboration pour améliorer la distribution d'eau dans une école.

Paul Sanyas

l'appel
Ile-de-France

*GRET : www.gret.org

**Fondation Mérieux :
www.fondation-merieux.org

***DEFI : www.ongdefi.org

**** « La main à la pâte » :
www.fondation-lamap.org



Un repas enrichi servi à un enfant dénutri.

ANTANARIVO

Les quartiers pauvres, surpeuplés, sont constitués d'alignement de maisons « en sachet », c'est-à-dire en bois couvert de bâches ; les habitants vivent de petits métiers : lavandière, conducteur de charrettes, revendeur de déchets triés. Beaucoup viennent de la campagne. La grave crise alimentaire du sud de l'île, déclenchée par la sécheresse, a amené d'autres réfugiés. Les crises politiques récurrentes et la « prédation » des classes possédantes absorbent les bénéfices de la croissance. Selon l'étude de la Banque Mondiale en 2018, 90% des Malgaches vivent encore avec moins de 3 dollars par jour et 75% avec moins de deux dollars. La malnutrition est responsable de 54 % des décès d'enfants de moins de cinq ans. La malnutrition chronique, qui se manifeste par un retard de croissance et entraîne des séquelles irréversibles à l'âge adulte, concerne 47 % des enfants de moins de cinq ans. En cause, des pratiques alimentaires inadaptées et des maladies.

À Koumogo, les bénéficiaires de l'éducation nutritionnelle sont bien présents



Animation et bienveillance : des formations bien assimilées

Au cours de notre dernière mission à Koumogo, en janvier 2019, nous avons évalué les capacités des formatrices lors d'ateliers qu'elles ont animés devant dix personnes, hommes et femmes, n'ayant jamais bénéficié de la formation. Les séances se déroulaient harmonieusement, avec beaucoup de participation et d'échanges : les participants se soutenaient mutuellement, sans jamais se moquer de ceux qui avaient des difficultés. La majorité comprenait et retenait rapidement toutes ces nouvelles notions. L'ambiance était excellente.

Les difficultés sont identifiées

Comment établir la taille des portions à donner aux enfants selon leur âge ? Pour concrétiser ces recommandations, lors du repas collectif, nous avons préparé trois assiettes destinées aux enfants de 1 an, 2 ans et 3 ans, en précisant l'importance que chaque enfant ait sa propre assiette et qu'il commence bien par consommer l'aliment de construction (protéines). Un jeune papa a retenu que c'est un objectif facilement réalisable.

Comment disposer d'assez d'aliments de protection (fruits et légumes) ? On les trouve très difficilement à Koumogo, à part l'oseille et le gombo, les mangues et les bananes. Louise, nouvelle apprenante, a bien souligné ce problème....

Trouver des réponses

Du coup, nous avons discuté avec le groupement féminin de la possibilité d'entreprendre du jardinage. Elles soulignent les contraintes : les terres cultivées sont relativement éloignées. Comment alors protéger les cultures des animaux et s'y rendre quotidiennement pour l'arrosage ?

Une piste possible : nouer un partenariat avec le Secours Islamique, ONG intervenant dans la région pour installer des potagers familiaux, au plus près des habitations. Ils fourniraient leur appui à Koumogo en échange d'une formation aux Nutricartes® pour leurs bénéficiaires.

Un bilan positif

Vingt personnes ayant bénéficié de la formation en 2018 ont répondu individuellement à nos questions. Qu'avaient-elles retenu et appliqué ? Presque toutes avaient bien compris les catégories d'aliments, l'hygiène, l'importance de la vaccination et de l'amour des parents, ces quatre piliers des Nutricartes®. La plupart des femmes ont pris conscience de la notion de budget et souhaitent impliquer leur conjoint.

Leur plus grosse difficulté ? l'accès à des latrines. Quatre nouvelles latrines publiques ont été construites, mais elles sont payantes. Celles que L'APPEL a construites pour l'école fonctionnent bien et les élèves se lavent les mains après s'y être rendus.

Chacun est reparti avec l'envie de partager ses nouvelles acquisitions avec son entourage.

Marcelle Brown-Scheidig
et Béatrice Moriot

l'appel
Ile-de-France



Un an, deux ans, trois ans : chacun son assiette !

LE TCHAD

Un pays de 15 millions d'habitants, dont la situation économique se dégrade, surtout depuis 2014. Le revenu annuel par habitant est passé de 980 dollars à 640 dollars. La population est très jeune : 47% ont entre 0 et 14 ans ; l'indice de fécondité, qui était de 7.4 il y a vingt ans, a baissé, mais reste élevé (5.9 enfants par femme en 2016) ; les jeunes femmes sont mères très tôt. Seuls 40% des adultes et 51 % des jeunes savent lire. Ces chiffres ne progressent plus depuis 2014. L'analphabétisme des femmes est supérieur à celui des hommes. La proportion des femmes diminue au cours de la scolarité : 43 % en primaire, 31% en secondaire et 16.4% en université. Plus de 800.000 enfants de 9 à 14 ans ne sont pas scolarisés. (Sources Banque Mondiale et UNESCO).

Les statistiques de l'UNICEF indiquent qu'en 2014-2015 le pourcentage des enfants de 0 à 5 ans en malnutrition sévère était de 4.2% et celui des enfants en malnutrition dite modérée était de 13% . La malnutrition chronique, plus insidieuse, touche un enfant sur trois.

Comment continuer à développer les formations à la méthode Nutricartes®?

L'APPEL veille à ce que ses actions se pérennisent et à ce que ses partenaires évoluent vers l'autonomie. Des associations tchadiennes ont été formées par nos équipes, elles vont former à leur tour. Il faut maintenant envisager l'avenir et faciliter le transfert des compétences.

Un socle de formateurs

Aujourd'hui trois associations partenaires ont été formées et ont signé la charte Nutricartes®

Elles représentent bien la diversité géographique dans ce vaste pays :

ASRADD : une ONG tchadienne spécialisée dans la prise en charge de la malnutrition aiguë dans la région sahélienne du Tchad.

AKWADA : une association spécialisée dans l'éducation, la culture et le développement, située dans une ville au centre du Tchad, Bongor, déjà touchée par la modernisation.

ASERFAK : une association socio-culturelle d'un village d'agriculteurs du sud du pays, Koumogo, qui mène diverses actions de développement local.

Comment étendre ces formations ?

Plusieurs associations tchadiennes veulent mettre en œuvre les Nutricartes® pour lutter contre la malnutrition. Cependant les formateurs du sud n'ont pas la possibilité d'intervenir bénévolement, comme ceux de L'APPEL. Aussi faut-il que les associations intéressées accèdent à des financements. Par exemple, en 2018, grâce à un financement du PAM*, ASRADD a pu former des animateurs au sein de groupements féminins de la fédération CELIAF. De même, AKWADA a été invité par son partenaire Français ESSOR à former des animateurs dans le cadre de leur projet « Parcours citoyen » à Ndjamena. Enfin, à Koumogo, au sud, six villages voisins ont demandé à bénéficier de ces formations ; pour

l'instant, le projet de L'APPEL prévoit de dédommager les formatrices et les villages prennent en charge leurs déplacements.

Les formations Nutricartes® au Tchad sont prises en charge par deux antennes.

Anne Vincent



et Marcelle Brown-Scheidig



* Programme Alimentaire Mondial.

TÉMOIGNAGE

Geneviève Saux passe le relais, après dix ans consacrés à la promotion des filles en milieu rural au Tchad.



Deux lycéennes du lycée Jean XXIII de Laï : une chrétienne et une musulmane lors d'un exposé devant la classe de seconde.



En 2008, dès ma retraite d'enseignante en zone très rurale, la Creuse, je suis partie au Tchad, chaque année, pour des missions de plusieurs mois dont la finalité était la promotion des filles en milieu rural, par la scolarisation et l'encouragement à faire des études longues. Il fallait d'abord bâtir un projet et rencontrer des partenaires locaux. Ce fut avec les communautés de sœurs comboniennes, très actives dans le domaine de l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes. Ainsi, envoyée par L'APPEL, j'ai pu faire du soutien scolaire et des apports didactiques au sein des internats et établissements scolaires créés par ces communautés en plusieurs lieux du Tchad, dans les villages très ruraux de Danamadji et Deressia, mais aussi à Sarh, la grande ville, où les meilleures élèves de ces foyers sont accueillies, afin de leur permettre de passer le baccalauréat et de continuer en université.

Plusieurs jeunes filles sont désormais infirmières, d'autres encore en études : droit, sciences sociales, gestion, philo, sciences de l'éducation à Moundou et N'Djaména. Elles forment les prémices d'une élite féminine, encore rare au Tchad, alors qu'elles auraient pu être déjà mariées et mères de famille au village.

Après dix ans de longues missions, je passe le relais à Catherine Bény, une experte de l'association Éducateurs Sans Frontières*. Une convention a été signée entre nos deux associations.

Quelles furent les particularités de ces dix missions ?

Elles reposaient sur la mise en commun des compétences et savoirs. J'ai toujours cherché à mettre en lumière le travail et l'expérience des partenaires locaux. La réflexion fut partagée et novatrice. Et il est permis d'espérer que, modestement, ces innovations pourront se diffuser, et concourir au développement du pays, via une jeunesse tchadienne mieux formée, particulièrement dans sa composante féminine.

* le GREF (Groupement des Éducateurs sans Frontières)
« Partager les savoirs pour un avenir solidaire ».
www.gref.asso.fr

Geneviève Saux



Ile-de-France

Faire connaître la vie des adolescents, un enjeu pour l'Afrique comme pour l'Europe



Minda et sa grand-mère dans leur jardin.

Un âge de la vie trop peu considéré

En Afrique, l'urbanisation est galopante et concerne de plus en plus d'adoslescents. Mais cette période de la vie est peu prise en considération dans des pays où, traditionnellement, le passage de l'enfance à l'âge adulte se faisait rapidement.

Donner à voir et à entendre

À la demande de notre partenaire AKWADA, à Bongor au Tchad, je me suis intéressé à cette période de la vie. En 2017 et 2018, j'ai rassemblé les témoignages de huit jeunes qui évoquent leurs parcours, leurs expériences, leurs difficultés, leurs rêves.

Je les ai photographiés dans leur vie quotidienne chez eux et dans la ville.

En décembre 2018, je suis retourné à Bongor pour présenter aux jeunes, à leurs familles, ainsi qu'aux autorités locales, un livre-photos réalisé à partir de leurs témoignages. Il a été reçu avec enthousiasme.

Au-delà des frontières

Ce travail va maintenant se poursuivre avec la création de clips vidéo et d'une exposition qui deviendront des supports pour un travail pédagogique en Afrique et en Europe.

L'enjeu du projet est de donner une image positive mais réaliste, de jeunes Africains, pour soutenir d'autres jeunes Africains et leurs parents dans l'identification de leurs propres valeurs et la construction de leur avenir. Il s'agit aussi de faire réfléchir de jeunes Européens et leur entourage sur leur vie et leurs difficultés et de leur faire découvrir d'autres manières de vivre, d'autres cultures.

Hervé Vincent

l'appel
Durance

LE TÉMOIGNAGE DE MINDA

☺ Dans ma vie, il y a plein de choses qui me plaisent, les amis de l'école et du quartier.

Chez mes parents, j'ai trois frères qui se suivent mais je vis surtout avec ma grand-mère, elle cultive le jardin et moi je l'aide beaucoup.

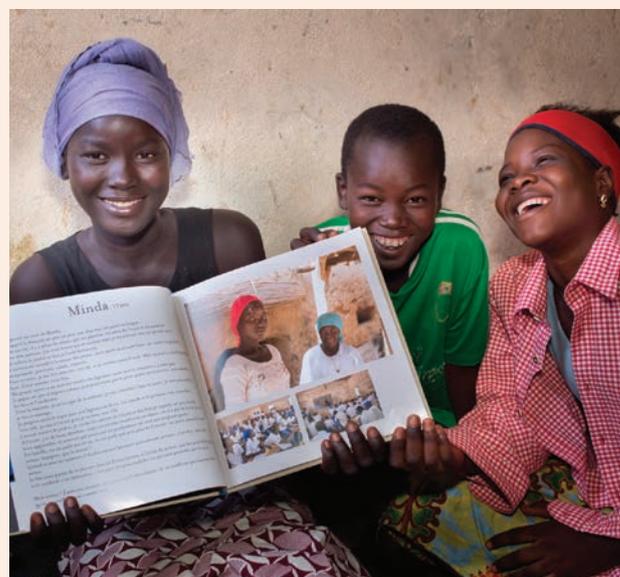
Le terrain est inondé à la saison des pluies, mais après ça pousse bien. On cultive le gombo, les épinards, poivrons, salade, tomates. Pour arroser, je me lève très tôt, vers 5h, et je reviens aussi le soir. Mais quand le soleil tape fort, il faut arroser trois fois.

Depuis toute petite je gagne un peu d'argent avec le maraîchage, je peux payer ma scolarité, mes cahiers, les bics et l'uniforme.

Vers 12h, je vais à l'école, j'ai de bons résultats, mais on est très nombreux en classe, on n'a pas de livres pour bien apprendre, et souvent pas cours car les professeurs ne sont pas toujours payés.

Je reviens vers 17h. Alors j'arrose encore le jardin, puis je révise les cahiers de l'école et des fois je regarde un peu la télé.

En famille, on parle de quand il faudra semer, repiquer, on ne parle que de ça, que du travail ! On ne parle pas de l'avenir.



Minda et ses amis découvrent le livre-photos, ouvert à « sa » page.

Reconstruire les maisons c'est mettre les familles en sécurité

Depuis douze ans L'APPEL a transformé la vie de 143 familles de la région de Byumba, au nord du Rwanda : leurs maisons ont été rénovées ou reconstruites. Et ce n'est pas fini !

Des situations critiques

Au Rwanda, les huttes anciennes, couvertes de paille, ont disparu. Mais beaucoup de maisons ne sont que des cabanes en boue séchée, recouvrant un treillage de bois, avec un toit de tôles et un sol en terre battue. Elles sont souvent construites sur la parcelle agricole de la famille. Les latrines -minimalistes- et la cuisine sont à l'extérieur. D'autres, construites plus solidement, en briques adobe*, sont minées par les pluies tropicales et prêtes à s'effondrer. Lors de sa dernière mission en septembre 2018, l'équipe de L'APPEL a visité plusieurs familles à qui leur maison n'offre plus qu'un abri précaire. Un père de famille a même été blessé par l'effondrement d'un mur ; depuis, ils vivent à trois sous une bâche dans la partie encore debout.

De réelles améliorations

Les familles que nous aidons sont parmi les plus pauvres, souvent des femmes seules avec des enfants ; elles sont choisies par notre partenaire et les autorités locales. Selon l'état de leur maison, on entreprendra soit une rénovation, soit une reconstruction complète. Les standards se sont élevés sous l'impulsion du gouvernement rwandais : davantage de surface, un regroupement conseillé à proximité des réseaux (eau, électricité, routes). Les maisons que L'APPEL rénove ou reconstruit disposent d'une charpente neuve, de gouttières, d'un crépi extérieur, d'une margelle qui protège le bas des murs ; le sol est pavé. Ces prestations augmentent considérablement la durée de vie d'une maison.

L'ambition de L'APPEL en 2019

Construire cinq maisons et en remettre en état six autres, avant la saison des pluies. Soit la nécessité de rassembler 40.000 €. Nous pouvons compter sur l'appui de deux fondations : celle de L'Abbé Pierre et Aujourd'hui Pour Demain. Nous allons investir des dons reçus en 2018 pour le Rwanda ; L'APPEL y ajoute une subvention. Il manque 5.000 € pour réaliser ce beau projet. Comment les trouver ? Nous allons continuer à chercher des financeurs, mais notre ressource la plus sûre, c'est vous !

Vous souhaitez agir avec nous en faisant un don ? Indiquez « maisons Rwanda » sur votre chèque ou votre virement. Nous vous en remercions, comme les onze familles rwandaises concernées.

Éric Schlumberger

l'appel
Ile-de-France

* Briques en terre crue, séchées au soleil, fabriquées localement.



Mme Immaculée, veuve depuis 2016, vit avec ses trois enfants ; sa maison, minuscule, est construite en boue séchée. Très fragile, elle est entièrement à reconstruire en briques adobe.



Mme Anastasie a 55ans ; elle vit avec sa fille et ses deux petits-enfants ; sa maison date des années 1960 ; les poteaux intérieurs des cloisons sont rongés par l'eau, les intervalles ont été bouchés par un mélange de boue et de paille ; les murs sont fissurés et le crépi extérieur tombe par larges plaques.

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE : VOS DONNONS SONT TOUJOURS DÉDUCTIBLES.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est entré en vigueur le 1er janvier 2019 et **rien ne change pour la déductibilité !**

Vos dons effectués en 2018 sont toujours déductibles à 66% de votre impôt sur le revenu. Un acompte correspondant à 60% de cette déduction fiscale (calculée sur la base de vos dons effectués en 2017) vous a été versé **dès le 15 janvier 2019**. Le solde sera versé en **septembre 2019** sur la base de la déclaration de vos revenus 2018 que vous effectuerez comme chaque année en mai.



JE SOUTIENS L'Appel

Faites un don en ligne en toute sécurité via l'adresse suivante :
<http://www.lappel.org/Faire-un-don>

Je donne ponctuellement :

par chèque

ou par CB sur le site www.lappel.org

Je choisis le montant : €

J'affecte mon don :

- à L'Appel selon ses priorités
- à une action en particulier*

Précisez :

* voir nos actions sur le site www.lappel.org

- au parrainage d'un enfant

Je me facilite le don grâce au prélèvement automatique :

Particulièrement utiles, ces dons assurent une prévision des ressources permettant de renforcer nos projets.

Choisissez le montant, la fréquence et l'affectation du don.

Autorisation de prélèvement automatique :

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever le montant indiqué ci-dessous. En cas de difficulté, je pourrai faire suspendre cet accord par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différent directement avec L'APPEL.

Montant de chaque prélèvement :

- 10€
- 15€
- 30€
- 45€
- AUTRE : €

Le prélèvement commencera au mois de

Les suivants s'échelonneront tous les :

- mois
- 3 mois
- 6 mois

Je deviens adhérent :

- Je règle ma cotisation de 20 euros, pour 2019*
* adhésion en plus de mon don éventuel ci-avant
- Je demande que ma cotisation soit décomptée de mon don de ce jour (Exemple : don de 50€ + adhésion = 70 euros)
- Je demande que ma cotisation soit décomptée de mon précédent don de 2019

MES COORDONNÉES

M, Mme,

Adresse.....

Code postal

Ville..... Pays.....

Email.....

Téléphone

Au début de l'année suivant l'année de votre don, vous recevrez un reçu fiscal. Sous réserve que vous soyez imposable, **ce reçu ouvre droit à une déduction d'impôts de 66% du montant de votre don.**

Merci de renvoyer ce bulletin rempli, accompagné de votre chèque pour un don ponctuel, ou de l'autorisation de prélèvement automatique + votre RIB ou IBAN pour un don régulier ou un parrainage à :

L'Appel
89 avenue de Flandre
75019 Paris
FRANCE

